

## DU SPECTACLE DE LA LUTTE ET DE QUELQUES PISTES POUR S'EN EXTRAIRE

### Les impératifs stratégiques du colosse au pied d'argile capitaliste

Un conflit social majeur en France, entraînant une hausse conséquente des salaires, ferait vaciller le capitalisme à l'échelle mondiale. Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais bel et bien la bourgeoisie, dans les bouches inquiètes de ses experts. La crainte ne porte pas uniquement sur une éventuelle démonstration en acte de la résurgence d'une unité prolétarienne victorieuse. Elle est plus profonde parce qu'elle repose sur un aveu implicite : le rapport social capitaliste est aujourd'hui très vulnérable, puisque placé dans une situation historique analogue à celles qui réclamèrent la guerre mondiale, à deux reprises, afin que la valorisation du capital fût relancée. Pour autant, le dilemme spécifique de l'actuelle période tient au triomphe universel de la colonisation marchande de ces quarante dernières années, désignée communément sous le terme de « mondialisation ». Les crises que cette victoire porte sont de l'envergure de son déploiement : structurelles, polymorphes, décisives. Le capitalisme développé dans toutes les activités humaines doit combattre les restes d'humanité nichés dans ces activités pour perdurer. Ainsi, l'état de grave délabrement dans lequel est plongée l'économie planétaire depuis plus de 10 ans, en dépit des mensonges du Pouvoir, n'offre en perspective qu'un intenable paradoxe : la relance globale des profits n'est réalisable qu'à travers le dépouillage de la classe laborieuse (salaires directs et indirects, rouages de redistribution de la richesse par l' « État social »), la destruction massive d'un capital jugé non compétitif (usines, machines, bâtiments...), le saccage de l'environnement, le refuge dans la spéculation. Mais ces conditions placent également ce mode de production dans une fragilité inédite face aux potentielles défaites, même circonscrites, que le Capital pourrait essuyer contre le Travail. Au-delà, une configuration si explosive est un incubateur typique du péril mortel pour l'ordre en place, à savoir la révolution ouvrière mondiale, que la domination s'acharne à nous présenter sous les traits d'un cadavre refroidi, mais que les faits obstinés de la radicalisation de la lutte des classes pourraient rapidement réanimer. C'est pourquoi, la poursuite à court terme du capitalisme, tentative laborieuse de conjurer cette contradiction, mise concrètement sur la torsion du réel, l'écrasement de la société. C'est une marche forcée dictée par des mesures de sauvetage, dont fait partie la prévention des effets délétères de la lutte des classes, avec un penchant croissant pour la neutralisation pure et simple de celle-ci. Dès lors, toute « réforme » économique est en même temps une attaque politique contre la majorité de la population. L'ordre démocratique, cette farce de la dictature bourgeoise, se mute en tragédie totalitaire.

Une collision majeure entre les deux classes structurelles du rapport social capitaliste a déjà commencé au sein de la 6<sup>ème</sup> puissance économique du monde :

- La bourgeoisie française avance en rangs serrés, fraîchement unie derrière un nouvel état-major politique, autour d'Emmanuel MACRON, lequel bénéficie de l'onction unanime des milieux d'affaires. Sa mission est de rattraper le retard de développement dont pâtit le capitalisme français comparativement aux autres économies avancées. Un décalage qui résulte principalement de l'historique combativité prolétaire dans ce pays et qui s'est fixé dans un niveau de revenu total des exploités beaucoup trop élevé selon les critères de rentabilité toujours plus resserrés qui président à la réalisation des taux de profit. Briser une bonne fois pour toutes cet obstacle serait non seulement gage d'une promesse sérieuse de l'intégration aboutie de la France aux actuels standards internationaux de surexploitation mais aussi la source d'un énorme pillage immédiat de la force de travail. Dans ces circonstances, plus aucun secteur du prolétariat n'est épargné par la prédation capitaliste. Les « réformes fondamentales indispensables » du gouvernement PHILIPPE s'inscrivent dans la longue série des offensives patronales de ces quatre dernières décennies pour s'abattre, dans un saut qualitatif alliant brutalité et amplitude, contre le capital variable, les droits sociaux et démocratiques.
- Face à cette violence bourgeoise, les grèves, les manifestations, se multiplient, dans toutes les branches, aussi bien dans le privé que dans le public. Un nouveau cycle de luttes semble s'être enclenché depuis le milieu de l'année 2016, suite à la résistance de près de 6 mois contre la première « Loi Travail ! » : on dénombre mensuellement des dizaines, voire des centaines de conflits sociaux. Armé de sa détermination, le prolétariat est susceptible de renouer avec cette redoutable intelligence politique qui lui a fait combattre les bureaucrates syndicaux et partidaires en 1968, imposer des coordinations de cheminots en 1986, former des assemblées générales interprofessionnelles puis batailler contre la reprise du travail qui mettait fin au mouvement de décembre 1995.

Dans ce contexte, il relève d'un impérieux souci stratégique, chez les possédants, de prévenir toute perspective d'unification des luttes. Il s'agit de reporter au cœur de la pratique des travailleurs l'inextricable contradiction

susmentionnée qui sape le capital. Ainsi, on obstrue l'accès de la conscience des masses à l'intelligence de la situation historique, tâche théorico-pratique. Cette exigence se décline prioritairement en 3 points :

- Chaque grève doit rester isolée à l'échelle de l'entreprise, de la corporation, du secteur ou du domaine d'activité.
- Aucun foyer de contestation ne doit parvenir à cristalliser les mécontentements, première étape qui pourrait déboucher sur la liaison effective entre toutes les grèves en cours et par là-même s'ériger en puissant facteur d'embrasement de l'ensemble du salariat.
- Toute tentative de transformer les combats parcellaires en grève générale à caractère politique, c'est-à-dire révolutionnaire, doit demeurer inenvisagée, invisible ou inaudible.

### **L'orchestration de la division, mode opératoire de la débâcle programmée**

La division s'effectue simultanément sur les plans idéologique et pratique...

#### **⌘ Le morcellement de la conscience**

Il faut morceler la perception que les travailleurs ont de leur place dans la société, de leurs intérêts propres, de leur poids historique, de leurs buts politiques, autrement dit leur conscience de classe. Cette œuvre est constante en société capitaliste ; c'est la toile sociale tissée dans la dimension mentale par les idées dominantes, qui ne sont autres que les idées de la classe dominante, comme l'affirmait si justement Karl Marx. Cet incommensurable dispositif est doté d'une puissance de pénétration inédite à l'ère spectaculaire, c'est-à-dire au stade où le capitalisme est parvenu à un tel degré de domination du réel que ni le temps, ni la perception, ni la logique, ni le langage ou encore l'imaginaire ne peuvent s'y soustraire. Une formidable ingénierie est ainsi actionnée sur de multiples ressorts (éducatifs, médiatiques, juridiques, marchands, managériaux, coercitifs, répressifs, culturels...) dans le dessein de nous conditionner à l'acceptation de notre soumission : c'est elle qui, par exemple, va jusqu'à faire hurler à « la prise d'otage » un smicard, baigné dans son individualisme fébrile, face aux cheminots grévistes.

Dans la présente période de guerre sociale à l'initiative du capital, cette mécanique renoue avec des archaïsmes réactionnaires comme l'emprise religieuse, la xénophobie, le nationalisme, le militarisme, le racisme ou le fanatisme de la petite propriété (le fameux « Enrichissez-vous ! » de Guizot résonne en chaque discours de l'engeance macroniste). Mais elle exacerbe également la fonction de représentation des exploités, au point d'en laisser entrevoir le caractère purement pro-capitaliste, c'est-à-dire - en l'espèce - suicidaire. Syndicats et partis sont ainsi envoyés en première ligne en tant que pompiers du rapport social. Prévenir le feu dans les têtes, et éteindre tout début d'incendie dans les faits, tel est leur rôle objectif, qui comprend une importante production, et sa diffusion subséquente, sur le champ idéologique. Leur vision fondamentale, qui doit paraître pour insurmontable dans les esprits des exploités, est ce tryptique : la classe sociale n'est qu'un agencement de catégories de salariés aux intérêts et revendications fragmentaires - toute négociation est préférable au conflit - tout conflit doit déboucher sur la négociation. Cette optique est étrangère à un quelconque dépassement, sans même parler d'abolition violente de la société de classe. Et ce, pour la simple et bonne raison qu'elle exprime ce qu'est la représentation prolétarienne, et en particulier le syndicalisme, depuis plus d'un siècle : un ministère informel de gestion de la force de travail, un prolongement de l'État dans la structuration du prolétariat, lequel est ici réduit au troupeau salarial habillé en citoyen producteur/consommateur (en contre-modèle au sujet historique porteur d'un projet social supérieur à la société capitaliste). C'est en tant que composantes inhérentes au système étatique que la gauche et l'extrême-gauche partidaires rejoignent l'idée-force du syndicalisme qui, en arrière plan, esquisse l'image d'un capitalisme doté d'une infinie élasticité prompte à concéder des « améliorations » (de « pouvoir d'achat », de « droits », d'« investissements ») sous les coups de boutoir du « mouvement social ». Une forme de pensée d'autant plus institutionnalisée qu'elle prend l'une de ses sources dans l'essence même de la bureaucratie syndicale et politicarde, ce contingent de courtiers de la force de travail qui vit d'un arrangement permanent avec les propriétaires des moyens de productions, sous la forme des subsides étatiques, des subventions patronales (légalisées et illicites), mais aussi dans les sphères de pouvoir qui lui ont été aménagées (organismes paritaires, instances de co-législation, de négociation). Impossible, dès lors, pour ces structures commensales du capital, d'envisager la destruction du système dont elles se nourrissent, sous peine de s'autodétruire. Il en découle un fait éclatant, aux aspects toujours plus scandaleux, à mesure que les frappes bourgeoises dévastent les conditions générales d'existence : de recul en recul, les syndicalistes, les étatistes de gauche, feignent la possibilité

d'une issue salutaire en vantant les bienfaits de l'accord, parfois au bout du rapport de force contraint, avec l'ennemi capitaliste. La négociation a toujours sa place... au milieu du champ de ruines que devient la relation sociale capitaliste. Si une majorité de travailleurs adhère ou reste indifférente à cette ligne idéologique, il en est de plus en plus à la contester. À ceux-là, on sert la soupe pimentée du « syndicalisme de classe », voire de « l'auto-organisation », qui débouchera demain sur « la convergence des luttes », c'est-à-dire, en réalité, la conjonction dans la division, en forme de mosaïque précaire des protestations segmentées. On évoque parfois même la révolution, pourvu que celle-ci demeure cantonnée à la caricature de l'embaumage théorique ou de l'incantation stérile. Le maniement d'un pragmatisme fourbe, qu'il se confine dans l'étroitesse de la lutte immédiate sous contrôle bureaucratique, ou s'en remette à la mécanique implacable du soi-disant « mouvement social » (quand ce « mouvement social » n'est qu'un simulacre d'unification servi par les syndicats), est le complément nécessaire à ce rêve révolutionnaire, condamné à croupir au stade de la révolution en rêve.

## 78      **La division en actes**

Compte tenu de ce qui vient d'être rappelé ci-dessus, à savoir que la sphère syndicale/gauche étatique est structurellement résultat, en même temps que production, de l'aliénation capitaliste des travailleurs, la recherche de facteurs de division en chacun de ses actes, en chacune de ses positions, relèverait tout simplement de la pensée circulaire, ponctuée de truismes, en forme de catalogue interminable. Là n'est pas le propos. L'important, dans la configuration de la lutte des classes contemporaine, est de mentionner la véritable impasse historique dans laquelle ce gros mastodonte est désormais coincé et comment, pour espérer perdurer encore un peu, il y étouffe sous son poids le prolétariat en quête d'une issue. Dit plus directement : face au déchaînement de la guerre de classe, la gauche partidairiste et syndicaliste est une camisole, des menottes dorées, un fardeau légal pour les salariés.

Les mots font encore peur aujourd'hui et on nous accusera facilement de sectarisme, ou, plus grave, de faire le jeu de l'ennemi, d'ignorer scandaleusement la répression antisyndicale, conséquente à l'attaque sans précédents de la classe dominante contre les « corps intermédiaires ». Ces charges infondées sont d'abord balayées par la nécessité criante du retour de la critique révolutionnaire, que beaucoup sont ravis de croire ensevelie à jamais sous les ruines du mur de Berlin, à commencer par les partisans d'une humanisation (même radicale !) du capitalisme. Des diatribes qui, de toute façon, ne résistent pas à cette évidence : la répression s'abat contre le prolétariat en lutte, qu'il soit syndiqué ou non, et prend des formes, aussi bien que des cibles précises parmi les exploités, multiples. On ajoutera que ni la calomnie propagée, ni l'amnésie imposée, ni la confusion entretenue, n'ont jamais été des expédients durablement salutaires...

À bien des égards, le déroulement présent des grèves en France vient confirmer cet avertissement. Il suffit d'observer à la fois l'ampleur de la répartition des luttes dans tous les secteurs, leur radicalisation, et leur caractère fragmenté, pour comprendre que la pression combative du prolétariat s'accroît sur ses appareils représentatifs, qui, en retour, n'ont d'autre choix que de renforcer leur parasitisme au point de ne plus pouvoir le dissimuler. 40 ans d'assauts ininterrompus contre la reproduction sociale ont profondément dégradé les conditions de vie, la solidarité de classe et les repères idéologiques des exploités, certes. Mais, ils ont aussi rongé la crédibilité des soi-disant outils de défense et d'émancipation de la classe prolétaire qui, durant ces longues décennies, se sont échinés à accompagner la régression sociale, puisque leur fonction, dans le rapport de production, ne leur permettait d'autres possibilités. C'est cette donnée historique qu'il convient d'abord de retenir dans l'analyse de la conflictualité en cours, car elle pèse toujours plus lourdement sur les masques des marionnettes de la sphère syndicale/gauche étatique. Il est de coutume, au sein de cette même aire, de mépriser cette vérité à la faveur de lamentations sur la « dépolitisation des gens », « l'individualisme triomphant ». C'est une façon très répandue de couvrir l'irresponsable perpétuation funeste de la recherche éperdue de « compromis » avec le bourgeois au nom des intérêts des salariés. C'est aussi un moyen, bientôt épuisé, de justifier laborieusement, en arborant une prétendue culpabilité première des masses, l'impossibilité d'assumer une quelconque rupture avec l'État, cette forme d'organisation suprême intrinsèque à la domination de classe moderne. Et en cette époque où l'État se déleste des mécanismes de redistribution minimale des richesses du haut vers le bas de la pyramide sociale, pour se recroqueviller sur ses fonctions les plus brutales de répression et de pillage, la pression, exercée à partir des deux côtés de la barrière de classe sur la sphère syndicale/gauche étatique, est titanesque. Sous l'effet de cette tension, les organisations syndicales et la gauche institutionnelle ne font que ce qu'elles savent, peuvent, faire : servir, encore et toujours, l'État. Ce qui revient présentement à (co-)liquider les restes de la démocratie ouvrière aussi bien qu'à prévenir toute émergence d'un pouvoir prolétarien.

Cette gauche de gouvernement qui, jusqu'à son extrême, applique l'austérité tout autant qu'elle démantèle les miettes de démocratie communale partout où elle assure la « gouvernance locale », est aussi celle qui déploie sans scrupule le management jusqu'aux confins des structures administratives et militantes placées sous son autorité. Sur le champ syndical, elle impose insolemment des agendas de journées de mobilisation face aux « réformes », c'est-à-dire les saignées sur les salaires et les droits, que, sans aucune surprise (puisqu'elles sont connues des mois voire des années à l'avance, ne serait-ce que dans les institutions de l'Union Européenne), les gouvernements réactionnaires infligent au prolétariat. Cet épuisement par la discontinuité programmée d'une éventuelle riposte est une facette majeure de la division en acte : il s'agit de découper en tranches le moment de la contre-attaque, pour en atténuer autant la portée que la durée. Une pratique qui la plupart du temps recoupe la mobilisation par entreprise, catégorie, branche, secteur. Au lieu d'une puissante énergie libérée, les petits ruisseaux de la colère se tarissent en micro-conflits bornés aux premières lignes de défense du dispositif capitaliste, si éloignés de son centre.

Corollaire à ces manœuvres, le sabotage des Assemblées Générales de travailleurs bat son plein en ces temps où la radicalisation de la colère prolétarienne constitue un risque réel. Une méthode, la plus simple mais aussi la moins tenable sur le long terme, consiste tout bonnement à ne même pas daigner tenir de telles instances. On étouffe alors dans l'œuf la parole libre des salariés, ce qui évite la contrainte d'assumer la neutralisation d'arguments et autres propositions gênantes au cours des débats. Une autre option, qui l'emporte en cas de conflit social, privilégie l'organisation effective d'assemblées générales. Les plus prudents viennent derechef éteindre toute ardeur : d'assemblées générales, il ne s'agit en réalité que de celles de syndiqués ! C'est ainsi que la CGT cheminots de la Gare d'Austerlitz a récemment choisi de ne convier que ses encartés... On n'est jamais assez peu nombreux pour feindre de s'opposer à la liquidation du service public du rail ! D'autres s'osent à appeler leurs collègues à se rendre en AG. En guise d'invitation, très souvent, on table sur le silence, histoire d'éviter que la nouvelle s'ébruite. Quand une assemblée générale réussit tout de même à attirer substantiellement les travailleurs, se déploie alors le maillage, pour ne pas dire la confiscation, de la parole par les syndicalistes et autres étatistes de gauche. Une pratique prédominante depuis le début de la grève à la SNCF, et dont l'objectif inavoué est que les premiers intéressés désertent de tels rassemblements. Le phénomène est devenu notoire, au point que l'extrême-gauche syndicale fait mine, un mois et demi après le démarrage de la mobilisation, de commencer à s'en offusquer, notamment lors des AG *youtubisées* de la Gare du Nord. Celles-ci ne sont pas moins sous contrôle que les plus timorées, en dépit des prises de parole tonitruantes de ses principaux animateurs, rompus aux aller-retours entre les plateaux de télévision et les estrades de grève. Ici, les grandes gueules se font plaisir : de tours de passe-passe rhétoriques en confidences touchantes, elles transforment les assemblées générales en séances d'exutoire collectif dignes des meilleurs théâtres participatifs ! Le tout s'attache à désamorcer, avec un peu de rage et beaucoup de communication, la capacité des travailleurs à prendre réellement en main leur lutte. On se garde donc de dénoncer publiquement les bureaucrates syndicaux et leur basse orchestration de la débâcle. On déclame « s'en foutre de SUD », sentant l'hostilité potentielle de l'assistance contre le cirque capitularde que cette organisation, avec les autres, met à l'œuvre... mais c'est pour mieux conserver sa carte d'adhérent et faire accroire que les copains bureaucrates font finalement ce qu'ils peuvent, c'est-à-dire cloisonner, étouffer, saboter les luttes des salariés. À ce titre, on s'aventure à élever la capacité de nuisance des pacificateurs d'extrême-gauche au niveau chimérique de la « convergence des luttes ». Là, seuls quelques figurants, la plupart de bons bureaucrates syndicaux flanqués de quelques égarés inoffensifs, jouent aux touristes des Assemblées Générales. On y sort des tirades menaçantes du style « Macron, on va le plier ! »... aux côtés, par exemple, d'un Eric COQUEREL, « croisé à l'AG de Tolbiac », ébahi de pouvoir tranquillement assurer sa fonction de politicard devant un parterre de ces mêmes travailleurs – les cheminots – qui, il y a peu encore, étaient parmi les moins malléables, et donc les plus craints, de toute la classe ouvrière. Inutile de dire qu'en sus d'insulter l'intelligence des grévistes, de si grossières manigances à la face de tous viennent recycler la défaite organisée en bulletins de vote. Comment ne pas penser à « Nuit Debout », son horizontalisme dépolitisant qui permettait à quelques agit'props aguerris d'accrocher à la remorque des partis de gauche, en commençant par la France Insoumise, un ramassis de bonnes volontés dont l'effarante crédulité pavaisait au nom de la sacro-sainte « bienveillance » ? Le *Nuit-deboutisme* est bel et bien le prolongement actuel de feu ce pathétique carnaval, qui non seulement contribua efficacement aux prémices de la dernière campagne électorale de Mélenchon mais justifia également les stratégies fumeuses des confédérations syndicales face à la « Loi Travail ! ». Dans cette optique, l'histoire est priée de rester à la porte, tout comme les notions élémentaires de critique sociale, au profit d'un *proximisme* qui adopte instantanément une vedette politique ou un bureaucrate syndical pourvu qu'ils montrent patte blanche au mouvement (pour ne pas dire à la « communauté » tant le parti-pris identitaire semble l'avoir emporté sur la dialectique de la lutte des classes). C'est ce qui s'est vu aux

AG de « la commune de Tolbiac », avec la participation applaudie des « français insoumis », COQUEREL en tête, et autres SUDistes-Cégétistes ou encore celle de LORDON, expert-ès-travestissement de la révolution en « souverainisme ». Même tolérance béate face à ce journaliste/cinéaste/député protectionniste, François RUFFIN, qui peut aisément distribuer sa prose patriotarde au sein des cortèges de grévistes. *Nuit-deboutisme*, donc, sans nul doute pour être debout dans la nuit politique, aveugle à toute boussole révolutionnaire, et perdu au supermarché du contestataire où les mastodontes politicards prennent familièrement la pose au milieu de panoplies radicales standardisées, sans que jamais le nécessaire conflit entre les classes soit en capacité de faire sa nécessaire besogne de clarification. C'est que l'étudiant totoïde sauce post-moderne et l'étatiste de gauche ont cela de commun qu'ils haïssent le sujet historique prolétarien avec son si sulfureux projet, la révolution communiste. Et quand bien même certaines pointes de critiques chercheraient ici à émerger sur le plan de la rigueur stratégique, elles tomberaient sous le couperet des relations affinitaires prévalant au sein de l'autonomie désirante qui, malgré la cuistrerie qui les recouvre, sont parvenues à ce résultat minable d'avoir rétabli le pire des liens familiaux, avec leur perméabilité aux chantages affectifs, à l'autocensure, aux manipulations grossières, ce qui ne pardonne pas sur le terrain politique. À ce titre, tout a été résumé dans cette récente scène où flamboyait ce qui se veut le nec plus ultra de la provocation subversive en des slogans écrits sur les murs de Tolbiac, « Pour un califat queer autogéré », « Internationale islamo-situationniste », pour servir piteusement d'éléments de décor aux discours des vieux briscards du maniement des masses (politicards, syndicalistes). Aucun doute que ce qu'on tente de subvertir ici, ce n'est pas la chape de plomb bureaucratique mais bien la vérité révolutionnaire, au prix d'en être finalement saisi sous les traits honteux du gauchislamiste, lequel, sous ses allures corrosives, n'est qu'un mouton de Panurge.

Les rôles sont ainsi bien répartis dans la division en actes du prolétariat : du syndicalisme « constructif », ouvertement de droite, de la CFDT, qui vient encore de s'illustrer en crachant sur les grévistes d'Air France, jusqu'à l'« aire anti-autoritaire », qui n'hésite pas à dérouler le tapis rouge aux gros sabots staliniens, en passant par les syndicats et autres partis médiatiquement consacrés « contestataires ». La lutte, quand elle a lieu, est en réalité parodiée, falsifiée en chacune de ses étapes : sa préparation (la plupart du temps sabordée), son développement (compartimenté, trusté par les syndicats, grevé par les tractations/négociations), son aboutissement (l'accord qui arrachera des miettes, voire carrément des reculs, ou la défaite aux airs du pathétique mijotage de la revanche... « Ça va péter ! », ou encore le sempiternel vote pour la gauche/extrême gauche). La décision et l'action, ces deux temps fondamentaux de la praxis prolétarienne, sont neutralisées : les assemblées générales, creusets potentiels de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de l'authentique dynamique d'affrontement avec le Pouvoir, font l'objet, comme on vient de le voir, d'un minutieux maillage. Les manifestations, internes à l'entreprise (relativement peu fréquentes car risquées, mais réapparues à Air France, Carrefour et la SNCF ces dernières semaines) ou de rue, sont étroitement encadrées par le cordon (extrême-)gauche partidaire/syndicats/flics. Le cortège de tête, intéressante promesse de réappropriation des parcours durant le mouvement contre la « Loi Travail ! », s'est mué en rituel de cassage de keufs et autres prétendus « symboles » du capitalisme. Tout calibré au *riot porn* qu'il est, tant les caméras y font florès, il est un loisir pratiqué hors de portée des quartiers bourgeois et des centres économiques... Les piquets de grève et autres actions de blocage sont changées en micro-scénettes aseptisées, pour la plus grande satisfaction des médias. D'ailleurs, comme l'affirmait le 13 avril 2018 un syndicaliste médiatique de SUD rail, lors d'une « action symbolique » à Gare de Lyon : « On est dans un monde de communication, Macron fait beaucoup de communication, bah, nous aussi on s'y met ! ». CQFD.

### **Face au spectaculaire intégré, désintégrons le Spectacle ! : quelques propositions pour se réapproprier la lutte**

C'est un fait, la débâcle programmée aboutit. Nous avons beau être avertis, tant par la bourgeoisie qui, audacieuse, ne cache pas son jeu, que par nos prédécesseurs révolutionnaires, nous valons, pour le moment, bien moins que ces derniers. Et tout ne relève pas directement du simple rapport de force en faveur de l'ennemi. À l'évidence, ce qui peut manquer, face aux bureaucrates de tout acabit et à leurs lots de manipulations grossières, c'est de la jugeote enveloppée dans une vraie haine de classe. Il y a encore quelque temps, des députés encocardés n'auraient pas tenu 10 secondes s'ils s'étaient aventurés à prendre le micro devant des assemblées générales de cheminots ; une virée en amphithéâtres d'étudiants en grève leur aurait été inenvisageable. *Idem* pour les caméras, dont il était devenu presque un jeu de les briser quand elles pointaient le bout de leur œil policier en manifestations, en émeutes, il y a moins d'une décennie. Que s'est-il passé ? La société a changé, ou plutôt la *séparation achevée*, que pointait Guy Debord, s'est bel et bien aggravée, pour dorénavant s'infiltrer au cœur de nos pratiques de luttes et s'y pavaner sous ses airs aussi confusionnistes que provocants. Renouer avec les perspectives du prolétariat révolutionnaire, c'est comprendre et faire

comprendre que l'ensemble de la tension sociale se concentre là où il peut réémerger, en tant que sujet décisif de notre temps. C'est donc commencer par se délester des aspirations particularistes et autres revendications identitaires. Celles-là visent, en réalité, à l'aménagement du *consommable*, sous des nouvelles formes, bien souvent réactionnaires, tout en servant de dérivatifs à l'abolition du présent rapport de production. En synthèse, il ne serait pas superflu de réhabiliter non seulement le projet de la révolution communiste mondiale mais également l'*ethos* qui le sous-tend et la stratégie de classe qu'il exige. Le petit texte ci-dessous peut aider à y contribuer :

### **Précis de grève**

**(inspiré de « Précis de grève » dans *Bureaucrates et manipulateurs du balai !* de James Schenkel, ex-ouvrier de Peugeot, publié en 1984).**

1. Se rassembler (au taf ou en dehors) avec des potes, des collègues, pour discuter de la neutralisation des bureaucrates syndicaux et d'une stratégie à adopter. Harceler les syndicalistes pour qu'ils tiennent une AG (mails, visites, dénonciation publique de leurs mesures pacificatrices, foutre le nez devant leurs contradictions notamment ceux qui se la jouent radicaux, du type Front social). S'y rendre, battre le rappel pour que tous les collègues puissent y aller.
2. Mettre en place un comité de grève (non syndical), élu et révocable à tout instant.
3. En aucun cas un syndicat, quel qu'il soit, n'a droit de pouvoir.
4. Les prises de paroles sont faites par la base, les bonzes politiques et syndicaux n'ont pas droit à la parole (s'ils veulent parler, ils iront voir leurs alliés objectifs, le patronat et les partis).
5. Toutes les décisions sont prises en assemblée générale à main levée, et cela à la proportionnelle.
6. Un représentant ouvrier pour 20 travailleurs. Toutes les décisions sont débattues en assemblées générales.
7. Décider en assemblée générale d'un calendrier de lutte et de tenue des AG.
8. Toute commission est élue et révocable à tout moment.
9. Élire une commission de liaison chargée de prendre contact avec d'autres secteurs en grève dans un environnement plus ou moins proche.
10. Une commission de soutien sera formée, afin de recueillir des dons et de la nourriture, notamment par la formation d'une caisse de grève
11. Une commission « défense » sera le cas échéant élue pour organiser la protection des grévistes
12. Une commission « communication » aura notamment pour fonction de démonter les fausses informations, la propagande patronale et bureaucratique, d'expliquer la nécessité de multiplier les comités de lutte autonome, de rédiger des tracts, affiches, avant de les soumettre au vote de l'AG.
13. N'importe quel gréviste a un droit de regard sur toutes les commissions mises en place, et son droit d'expression est respecté.
14. Ouvrir l'assemblée générale aux autres secteurs en lutte, mais aussi pourquoi pas au voisinage, et définir en commun, par le biais de mandatés, les actions communes à entreprendre. Celles-ci pourront être de toute sorte : blocages, occupations des lieux de travail, réquisitions de logements, sabotages, auto réductions.
15. S'il y a des revendications, pas question de pondre 20 ou 30 revendications (qui noieront les principales), mais un maximum de 5. Toutes les consultations avec la Direction ne se feront plus uniquement avec les syndicats, mais avec des représentants élus et révocables à tout instant.
16. Manifester sans prévenir les autorités.

**LE DERNIER PATRON SERA PENDU AVEC LES TRIPES DU DERNIER BUREAUCRATE !  
VIVE LES CONSEILS DE TRAVAILLEURS AUTONOMES, VIVE LES COMITÉS DE GRÈVE !**



<https://garap.org>